

QIBYA, SABRA ET CHATILA, TERRITOIRES AUTONOMES...

Les antécédents du général Sharon

Déclenchée sous couvert de lutte contre le terrorisme, la réoccupation par l'armée israélienne des villes autonomes de Cisjordanie a provoqué un véritable bain de sang. Décidément, le général Ariel Sharon n'a vraiment pas changé.

Par AMNON KAPELIOUK

Journaliste, Jérusalem. Auteur de la biographie *Arafat l'irréductible*, Fayard, Paris, 2004, et de *Sabra et Chatila, enquête sur un massacre*, Seuil, Paris, 1982.

Près de cinquante morts en neuf jours : c'est le bilan de l'opération lancée par le premier ministre israélien, le 18 octobre 2001, au lendemain de l'assassinat de son ministre (démissionnaire) du tourisme, Rehavam Zeevi. Comme dans l'immédiat après-11 septembre, l'armée israélienne a réoccupé six des villes autonomes de Cisjordanie, jusqu'à ce que les pressions américaines et européennes la contraignent, le 26 octobre, à annoncer son retrait. Sur place, elle a imposé un véritable siège aux populations civiles, « *en violation* - devait souligner le Quai d'Orsay - *des dispositions du droit humanitaire international* (1) ». Symbolique apparaît, à cet égard, le sort de l'Hôpital de la Sainte-Famille, à Bethléem, placé sous protection française et pourtant exposé à plusieurs reprises à des tirs de chars...

Mais le pire a eu lieu à Beit Rima. Deux jours durant, les 23 et 24 octobre, les soldats israéliens avaient hermétiquement bouclé ce village autonome de Cisjordanie, interdisant même aux ambulances d'y pénétrer : le « ratissage » allait se solder par neuf morts - dont cinq policiers - et plusieurs dizaines de blessés. Quant aux assassins de Rehavam Zeevi, le service de sécurité intérieure, le Shin Bet, annonçait qu'ils avaient été arrêtés « *récemment* », c'est-à-dire avant l'opération...

C'est que le général Sharon ignore la résistance à l'occupation et à la répression : il conduit une « guerre contre le terrorisme ». C'est pourquoi il pratique les exécutions sommaires (plus de cinquante en un an d'Intifada), la destruction des maisons et des champs, l'arrachage de dizaines de milliers d'arbres, surtout des oliviers, et la confiscation des terres palestiniennes. Dstructions d'un côté, constructions de l'autre : celles des colonies israéliennes créées dans les territoires occupés. Le bouclage des villes et des villages palestiniens est à l'origine d'un chômage sans précédent, qui atteint 50 % de la main-d'oeuvre. Nombre de femmes palestiniennes ont dû accoucher par terre, près de barrages israéliens dont les soldats se montrèrent inflexibles - deux bébés moururent à la naissance. Et, le 19 octobre, une femme enceinte est morte à un barrage - c'était le vingt-cinquième Palestinien décédé faute d'accès aux soins depuis le début de l'intifada.

Ce faisant, M. Sharon se situe dans le droit fil d'une vie tout entière consacrée au combat contre les Arabes. Des incursions au-delà des frontières, dans les années 1950, à la tête de l'unité militaire 101, de sinistre réputation, jusqu'à sa politique comme premier ministre, sa méthode n'a pas changé : l'usage de la force et de la destruction, sur fond de mépris pour la vie de ses adversaires arabes. Lors de son élection comme chef du gouvernement, en février 2001, certains espéraient voir un « nouveau Sharon », plus modéré, moins agressif, presque sage... Voeu pieux : on a retrouvé à la tête du pays le même Sharon qu'on connaissait depuis les opérations d'il y a presque cinquante ans.

L'une des premières se déroula dans le village palestinien de Qibya, en Cisjordanie, en octobre 1953. En représailles à une attaque meurtrière d'un groupe de Palestiniens infiltrés en Israël, l'état-major lui avait demandé de faire sauter quelques maisons dans le village et de faire fuir les habitants. Le jeune « Arik » Sharon préféra un autre plan : ses soldats emportèrent 600 kg

d'explosifs et firent exploser quarante-cinq maisons avec leurs habitants. Soixante-neuf personnes, pour moitié des femmes et des enfants, périrent sous les décombres.

Rien là d'un cas isolé : les opérations menées par M. Sharon derrière les lignes de l'armistice avec les pays arabes se soldaient en général par des pertes très élevées du côté de l'adversaire - beaucoup plus que l'état-major ou le gouvernement ne l'avaient ordonné. En février 1955, l'assaut qu'il conduisit contre un camp militaire égyptien, à Gaza, provoqua la mort de trente-huit soldats égyptiens, presque tous tombés lors d'une embuscade tendue par des soldats de M. Sharon. C'est après ce camouflet que le président égyptien Gamal Abdel Nasser décida de conclure une importante transaction d'armes avec le bloc soviétique. En décembre de la même année, une attaque contre les positions syriennes, tout près du lac de Tibériade, se solda par la mort de cinquante-six soldats syriens. Le premier ministre de l'époque, David Ben Gourion, pourtant « faucon » notoire, s'inquiéta des résultats « trop bons » du jeune et bouillant officier. Le colonel Moshé Dayan lui explique : *« Le "score" d'Arik se chiffre par dizaines de morts. Il n'a jamais achevé une opération avec moins de plusieurs dizaines de tués dans les rangs de l'ennemi (2). »*

Au début des années 1970, le général Sharon, commandant du secteur sud du pays, dirige la lutte contre les fedayins dans la bande de Gaza, occupée par Israël depuis 1967. Il établit une liste de plus d'une centaine de Palestiniens « recherchés » et les « liquide » sommairement l'un après l'autre. A la même époque, il expulse *manu militari*, de manière cruelle et sans ordre d'en haut, des milliers de Bédouins de la région de Rafah, au sud de la bande de Gaza ; les habitations de ceux-ci sont rasées, leurs puits d'eau bouchés. Une vague de protestations déferlera d'ailleurs en Israël contre cette « politique immorale » privant une population sous occupation de ses droits élémentaires.

Fin avril 1982, conformément au traité de paix israélo-égyptien, l'évacuation du Sinaï s'achève. Le dernier acte est écrit par M. Sharon, dans un rôle à la Néron (mais sans musique...) : la destruction complète de la ville de Yamit, construite durant l'occupation israélienne de la péninsule. Décidant (seul) que l'Egypte ne méritait pas de posséder cette belle ville, le ministre de la défense en ordonne la destruction. Quelques mois plus tard, la guerre du Liban (déclenchée en juin 1982) permettra de mieux comprendre le fil rouge menant de la destruction de Qibya à celle de Yamit et aux ravages provoqués par le même M. Sharon dans la capitale libanaise - une ville où se trouvaient, certes, les quartiers généraux des fedayins, mais aussi des centaines de milliers de citoyens, hommes, femmes, enfants, qui n'avaient rien à voir avec ce conflit.

« La guerre du Liban, écrivent les journalistes israéliens Zeev Schif (Haaretz) et Ehoud Yaari (de la télévision israélienne), est née dans l'esprit tumultueux d'un certain homme, résolu et sans bornes, qui a entraîné toute une nation dans la recherche vaine d'objectifs en partie imaginaires ; c'était une guerre fondée sur des illusions, son parcours a été parsemé de magouilles et sa fin inévitable pleine de déceptions (...). En utilisant un langage incisif, on pourrait affirmer qu'en préparant cette guerre et au cours des premiers mois de celle-ci s'est produit en Israël une sorte de putsch d'un type peu commun (...). Au lieu de s'emparer des institutions qui sont à l'origine des décisions étatiques ou de les dissoudre, comme le font les auteurs habituels de coups d'Etat, Sharon a élaboré une formule qui lui a permis de prendre en main le processus d'adoption des décisions. Il a privé les institutions démocratiques de leur pouvoir de contrôle et de supervision et a affaibli les freins qui font partie du système du pouvoir (3). »

L'invasion du Liban et le siège de Beyrouth (juin-août 1982) coûtèrent la vie à plus de 15 000 civils, libanais et palestiniens. Les avions attaquaient chaque jour la capitale. Au début d'août, les bombardements s'intensifièrent à tel point que le président Ronald Reagan protesta auprès de Menahem Begin contre ce qu'il qualifia d'« *actes inadmissibles* ». Le premier ministre israélien eut alors une démarche sans précédent : il enleva à son ministre de la défense le droit de faire bombarder Beyrouth par l'aviation.

« Sa promesse ne vaut rien »

A la mi-septembre 1982, deux semaines après le départ des combattants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de la capitale libanaise, M. Sharon occupe celle-ci avec ses

soldats, violant ses propres promesses. Vingt-quatre heures plus tard, les Phalangistes - une milice maronite d'extrême droite alliée de l'Etat hébreu - entrent, sous les yeux et avec l'aide de l'armée israélienne et de M. Sharon personnellement, dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila, au sud de la ville. Les tueurs commencent alors à en massacrer systématiquement la population. Quant aux soldats du général Sharon, ils se trouvent autour des deux camps. Le QG israélien surplombe même la scène du massacre, l'un des plus horribles dans les annales du conflit israélo-arabe (4). Deux heures après le début de la tuerie, des rapports terribles parviennent déjà au commandement israélien. Mais personne ne bouge. Le carnage ne s'arrête que quarante heures plus tard, sur un terrible bilan : plus de mille tués, pour la plupart des femmes, des enfants et des personnes âgées. Des centaines d'autres habitants des camps ont été enlevés par les assaillants : vingt ans après, ils sont toujours « disparus ».

Une commission d'enquête israélienne conclut que le général Sharon portait une responsabilité personnelle dans le massacre et recommanda de lui retirer ses responsabilités de ministre de la défense (5). Il dut ainsi abandonner ce poste tant convoité par les militaires.

Quant au médiateur américain, M. Philip Habib, qui avait organisé le départ de l'OLP de Beyrouth, il était fou de rage. « *Sharon est un assassin, animé par la haine contre les Palestiniens. J'ai donné à Arafat des garanties que les Palestiniens [restant à Beyrouth] ne seraient pas touchés, mais Sharon ne les a pas honorées. Une promesse de cet homme ne vaut rien* (6). »

Ce trait de caractère, M. Sharon le présente tout au long de sa carrière militaire et politique. Même David Ben Gourion, qui admirait ce jeune et hardi militaire, s'est un jour demandé si « Arik » finirait par dire la vérité...

(1) AFP, Paris, 25 octobre 2001.

(2) Uzi Benziman, *Sharon ne s'arrête pas au (feu) rouge* (en hébreu), Editions Adam, Tel-Aviv, 1985, p. 62.

(3) Zeev Schif, Ehoud Yaari, *Guerre trompeuse* (en hébreu), Editions Schocken, Tel-Aviv, 1984, p. 380.

(4) Amnon Kapeliouk, *Sabra et Chatila - Enquête sur un massacre*, Seuil, Paris, décembre 1982.

(5) « *Une responsabilité - écrivait la Commission Kahane - doit être imputée au ministre de la défense pour avoir négligé le danger d'actes de vengeance et de massacres de la part des Phalangistes contre la population des camps de réfugiés et avoir omis de prendre en compte ce danger lorsqu'il décida de faire entrer les Phalangistes dans les camps. En outre, une responsabilité doit être imputée au ministre de la défense pour n'avoir pas ordonné les mesures appropriées afin de prévenir ou de réduire le danger de massacre comme condition pour l'entrée des Phalangistes dans les camps. Ces fautes constituent un non-accomplissement de la mission dont le ministre de la défense était chargé.* »

(6) Patrick Seale, *Assad* (traduction en hébreu), Editions Maarakhot (Tsahal, ministère de la défense d'Israël), Tel-Aviv, 1993, p. 383.